



Mutualisation des fonctions support ou... « monologue social » ?

Dans un courriel non signé, intitulé « *Message aux agents du Secrétariat général* » et daté du 19 novembre 2013, nous pouvons lire que messieurs « **Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des finances et Bernard Cazeneuve, ministre délégué chargé du Budget, ont décidé d'engager un projet de mutualisation des fonctions «support»** ».

D'autre part, il est indiqué que « *Les fonctions « support » comprennent les ressources humaines, les systèmes d'information, les fonctions financières, l'immobilier, la logistique, les achats, la communication et les affaires juridiques. Elles concernent l'ensemble des directions et représentent de réels enjeux pour l'accomplissement des missions du ministère.* »

Autrement dit, ce projet ministériel de mutualisation aura de fortes répercussions sur l'ensemble du cœur de métier du SG et donc sur son administration centrale. Sachant par ailleurs, que ces mêmes ministres ont déjà arrêté « *un plan d'économie sur le fonctionnement de l'administration centrale* » [Cf. Programme Ministériel de Modernisation et de Simplification - PMMS]

L'objectif de ce projet de mutualisation : « *...est de simplifier l'organisation, rationaliser les modes de fonctionnement et décloisonner les services afin qu'ils partagent davantage leurs savoir-faire et leurs expériences. A travers ce projet, ce sont aussi de nouvelles pratiques transversales qui doivent être promues au niveau ministériel pour contribuer à améliorer l'efficacité de nos prestations et la qualité des services rendus.* »

Ah ! Qu'en termes élégants ces choses là sont mises, aurait pu dire Molière

Or, dans le contexte actuel de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) -la petite sœur de la RGPP- nous pouvons par expérience traduire en termes clairs « **améliorer l'efficacité de nos prestations et la qualité des services rendus** » par : **BAISSE DES EFFECTIFS ET PAR CONSÉQUENCE DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL, DÉGRADATION DES SERVICES RENDUS.**

L'autre volet de ce « Message » aborde la méthode de mise en œuvre : « *Dans un premier temps, le Secrétaire général est chargé de définir la méthode, les modalités et le calendrier de mise en œuvre des actions en relation étroite avec les directions et en concertation avec les organisations syndicales.*

Enfin, une attention particulière sera accordée à l'information régulière des agents sur l'état d'avancement du projet. En tout état de cause, aucune mesure ne sera mise en œuvre sans une phase d'information et de concertation préalable. »

Cette rhétorique nécessite elle aussi une traduction : nous allons vous informer et nous concerter avec les organisations syndicales sur la méthode et la mise en œuvre des mesures que nous avons déjà prises et que nous allons prendre. QUANT À DIALOGUER AU PRÉALABLE SUR CES MESURES... RIEN ET POUR CAUSE.

Dans les faits, on IMPOSE SANS CONCERTATION !

Rappel

- Ce projet de modernisation des fonction Support est issu d'un rapport de l'IGF demandé par le gouvernement en janvier 2013 dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique (MAP) ;
- La fédération Solidaires Finances avait demandé, à plusieurs reprises, à l'ancien SG, communication de la lettre de mission confiée à l'IGF lors des Groupes de Travail Ministériel sur la MAP. Elle ne l'a jamais obtenue ;
- Les conclusions de ce rapport n'ont pas été communiquées aux organisations syndicales ;
- Dans une note du 29 octobre 2013 signée par le ministre de l'Économie et des finances et par le ministre délégué chargé du Budget, il est écrit : « *Une première série de mesures sera mise en œuvre immédiatement ou progressivement* » et l'annexe 1 s'intitule « **DECISIONS PRISES** ».

Le contenu des deux annexes de cette note étant particulièrement inquiétant, les fédérations syndicales ont, d'un commun accord, demandé l'annulation de tous les groupes de travail et le report de ce point au CT Ministériel du 06/12.

Sud Centrale Solidaires a d'ores et déjà interpellé ses partenaires syndicaux afin qu'une initiative unitaire soit envisagée dans les meilleurs délais pour faire front et dénoncer ce projet et cette absence de concertation !